

PROVINCES

provinces.union@sonapresse.com

À Travers Nos Régions

IBOUNDJI : LES POPULATIONS NE SAVENT PLUS À QUEL SAINT SE VOUER



Photo : Keka Mavendji

LA commune d'Iboundji, chef-lieu du département de l'Offoue-Onoye, est en proie à plusieurs démons ou maux qui rendent difficile le quotidien de ses habitants. Pas de route praticable, pas d'électricité, coût élevé de la vie... Le tableau n'est pas reluisant. Du coup, les populations ne savent plus sur quel pied danser, tant leur quotidien devient de plus en plus difficile au point que, il y a quelques jours, des jeunes sont descendus dans la rue pour dénoncer les manquements qui accablent leur localité. Outre le piteux état de la route qui relie Iboundji au reste de la province et la problématique de son électrification, les populations locales sont confrontées à la haute vertigineuse du coût de la vie. Notamment en saison des pluies où les prix des produits vivriers (huile, volaille, conserves, sel, poisson, etc.) passent du simple au double à cause du mauvais état de la route qui ne favorise pas le ravitaillement régulier du chef-lieu du département de l'Offoue-Onoye. Et faute de représentation locale des services de la Direction générale de la consommation, de la concurrence et de la répression des fraudes (DGCCPF) pour mener des contrôles permanents, les commerçants véreux en font à leur guise.

MOUILA : LE DAP ÉCHANGE AVEC LES DIRECTEURS D'ÉCOLE



Photo : Félicien Ndong

UNE réunion entre le directeur d'académie provinciale (DAP), M. Ilagou Mboumba, et les chefs d'établissements scolaires du premier degré a eu lieu récemment à Mouila, au Centre d'appui pédagogique et logistique (CAPL), située à l'école publique Mouila "A". C'était en présence de trois chefs de circonscriptions scolaires : Jean-Claude Mitsiembou (public), Serge Ludovic Nziengui (privé catholique) et des écoles de l'Alliance chrétienne, Jean-Blaise Kombila. La situation des rapports du premier palier, la gestion des informations sur les écoles et les manuels scolaires remis par les autorités de la Transition via la ministre de l'Éducation nationale, ont constitué la trame de la réunion. "Il nous est revenu que certains directeurs d'établissements du public auraient tenté de vendre quelques manuels scolaires reçus. Nous vous le déconseillons pour éviter des représailles", a martelé le DAP. Peine perdue finalement, puisque les directeurs d'école ont déclaré que c'était une "information erronée". À l'inverse, il a été constaté un léger décalage dans l'intégration du palier. Une situation imputable, dit-on, au retard observé dans les classes de 3e année à cause du séminaire de formation sur les manuels "Super Efficace", organisé à l'intention des titulaires de ce niveau.

KEKA & NDONGO

Ntoum : le calvaire de la Sogatra



Photo : C.G.K

Les officiels et les chefs d'entreprises lors de la visite des voiries de Ntoum.

C.G.K
Ntoum/Gabon

COMMENT fonctionne l'agence Sogatra de Ntoum, et sur quelles routes circulent les bus affectés au transport des élèves de la localité ? C'est pour en avoir le cœur net que son nouveau directeur, Florent Bakita, s'est rendu le week-end écoulé sur place où il a pu échanger avec le maire de la localité, les agents et des responsables d'entreprises. Après cet exercice qui s'est déroulé à la mairie de Ntoum, ensemble ils sont ensuite descendus sur le terrain pour toucher du doigt

l'état des voiries du chef-lieu du département du Komo-Mondah, sur lesquelles les bus de la Sogatra pataugent au quotidien pour satisfaire les élèves. Un vrai calvaire ! Conséquences directes : le peu de bus mis à disposition enregistre des pannes fréquentes et successives. Ce qui réduit, manifestement, le parc automobile déjà insuffisant au départ. M. Bakita n'a pu dissimuler sa gêne devant un tel constat. L'échange avec le maire et la visite des voiries ont suffi pour se convaincre de ce que le malaise est profond ; et le transport des élèves à Ntoum, dans les jours ou mois à venir, risque de devenir

impossible si rien n'est fait. L'échange avec les agents de la Sogatra de Ntoum a été un moment de retrouvailles admirables. Les uns et les autres, qu'il connaît d'ailleurs bien, lui ont témoigné leur gratitude pour avoir été formés par lui. Le cas du chef d'agence, El Fox Loyola Mbina, alors qu'il occupait encore les fonctions de chef de service à la Sogatra. Florent Bakita espère que quelque chose se fera pour améliorer la circulation de la Sogatra à Ntoum. Enfin, ils ont salué la nomination d'un collègue, M. Lamou, au poste de directeur général adjoint de la Sogatra.

Port-Gentil : préavis de grève du personnel d'Assala Energy

Christelle NTSAME
Port-Gentil/Gabon

LES employés de la société Assala Energy étaient réunis en assemblée générale décisionnelle le mercredi 9 novembre dernier au siège de l'Organisation nationale des employés du pétrole (Onep) sis sur la route de l'aéroport.

L'ordre du jour portait sur le compte-rendu des rencontres initiées, mais en vain, auprès de l'employeur depuis un peu plus de 2 mois maintenant par le bureau national de l'Onep et les délégués du personnel, en vue du paiement de l'indemnité du "bonus de séparation" consécutive à la vente prochaine des actifs d'Assala à Maurel & Prom.

Le secrétaire général de l'Onep, Sylvain Mayabi Binet, a informé du "refus" de la direction générale



Photo : CNE

Vue des agents d'Assala lors de l'assemblée générale.

de céder à un quelconque compromis. "La dernière réunion date du mardi 8 novembre où l'Onep a fait une contre-proposition qui n'a pas été recevable par la direction générale d'Assala Energy. Nous faisons donc face à un blocage manifeste qu'il faudrait maintenant faire signaler aux plus hautes autorités", a confié Guylaine Mboui Zolo Ba-Ndong, la secrétaire nationale chargée de la réglementation, des relations extérieures et de la communica-

tion de l'Onep. Et comme il fallait s'y attendre, les agents d'Assala Energy – ceux présents à l'assemblée générale et ceux des sites ayant pris part aux échanges en ligne –, ont pris, à l'unanimité, la décision de déposer un préavis de grève motivé par une principale revendication : "le paiement du bonus de séparation". D'autant plus que, selon eux, la proposition faite à ce jour par la direction générale ne les satisfait pas.